

Budget principal des dépenses

M. Johnston: Madame le Président, je serai heureux de prendre note de la question et de faire connaître au député les chiffres exacts prévus. Certains des renseignements demandés semblent figurer dans la documentation que j'ai devant moi, mais d'autres vont exiger un complément d'analyse auquel je ne pourrai vraiment pas procéder pendant cette interrogation.

M. Crosbie: Cela est on ne peut plus mystérieux. Ce qu'il faut conclure de ce que vient de nous dire le président du Conseil du Trésor, c'est qu'hier soir, le ministre des Finances s'est avancé à donner en Chambre ses propres estimations, estimations qui n'avaient pas été établies en consultation avec le président du Conseil du Trésor, et que le président du Conseil du Trésor ne peut pas me fournir ces trois éléments si simples parce qu'il ne sait pas comment le ministre des Finances a calculé les charges supplémentaires d'intérêt, le coût du subventionnement supplémentaire des importations pétrolières et celui du relèvement du supplément de revenu garanti.

C'est pourtant là le travail du Conseil du Trésor. C'est ainsi je pense que nous faisons, quand nous étions au gouvernement et que les choses se faisaient correctement. Le Conseil du Trésor établissait ses estimations et les examinait de concert avec les fonctionnaires du ministère des Finances. Le ministère des Finances se mettait d'accord avec le Conseil du Trésor à ce sujet, ou vice-versa, en sorte que le ministre des Finances et le président du Conseil du Trésor savaient s'y retrouver.

Le président du Conseil du Trésor nous dit aujourd'hui qu'il n'avait pas les mêmes chiffres que le ministre des Finances et qu'il ne sait pas comment le ministre des Finances a calculé les siens.

M. Johnston: Madame le Président, cela déforme tout à fait ma réponse. J'ai simplement demandé à examiner la documentation et à fournir le renseignement au député. De tous les postes dont nous avons discuté en établissant la position budgétaire globale et parmi ceux que le député a mentionnés, celui qui de loin est le plus important, c'est bien sûr celui du service de la dette qui passe de 8.350 milliards en 1979-1980 à 10.275 milliards en 1980-1981.

M. Anguish: Madame le Président, j'aimerais demander si, compte tenu des énormes déficits des deux dernières années—10 milliards en 1978 et plus de 16 milliards en 1979—nous pouvons prévoir un déficit semblable pour 1980-1981? Dans la négative, comment le ministre prévoit-il de venir à bout de ce problème?

M. Johnston: Madame le Président, cette question s'adresse plutôt à mon collègue, le ministre des Finances. Il en a traité hier soir. Je pense qu'il a bien précisé dans sa déclaration quelles étaient les intentions du gouvernement à ce propos, notamment lorsqu'il a fait allusion à la possibilité de réduire le montant de 60.4 milliards de dollars par la mise en application d'un système de pondération du prix du pétrole.

Mme le Président: A l'ordre. Je pense que je devrais commencer à limiter les questions. Je donnerai la parole à ceux qui ont déjà manifesté l'intention de poser une question—les députés de Richmond-Delta-Sud (M. Siddon), de Wellington Duf-

ferin-Simcoe (M. Beatty) et de York-Peel (M. Stevens). Le député de Richmond-South Delta.

M. Thomas Siddon (Richmond-Delta-Sud): Madame le Président. Avec tout le respect dû au président du Conseil du Trésor, je crois qu'il a quelque peu embrouillé la définition de ses chiffres. Il a mentionné dans sa déclaration que les dépenses gouvernementales dans les prévisions budgétaires s'élevaient à quelque 58.4 milliards de dollars, tandis que le ministre des Finances (M. MacEachen) a déclaré hier soir que son plan révisé des dépenses donnait un montant de 59.8 milliards de dollars, selon la projection des comptes publics établie à partir du budget de quelque 57.3 milliards de dollars que le ministre des Finances précédant avait présenté.

J'aimerais demander au président du Conseil du Trésor s'il est vrai que l'augmentation du déficit prévue pour l'année 1980-1981 s'élève vraiment à 2.5 milliards de dollars et non pas à un chiffre moins élevé, comme il l'a dit il y a quelques instants.

Je voudrais que le président du Conseil du Trésor nous dise où il pense que cela mènera le Canada. Notamment, a-t-il songé à faire des projections pour cinq ans et à calculer le pourcentage des dépenses gouvernementales qui se traduira par un déficit pendant l'exercice financier 1983-1984? A-t-il noté à cet égard que le budget de l'ancien ministre des Finances prévoyait de ramener le déficit à 6 p. 100 des dépenses publiques d'ici quatre ans?

Les Canadiens voudraient bien savoir ce que le ministre et le gouvernement comptent faire pour obtenir une réduction équivalente du déficit gouvernemental.

M. Johnston: D'abord, madame le Président, le député ne semble pas très bien comprendre le but des prévisions budgétaires. Elles représentent le pouvoir de dépenser, demandé par le gouvernement et non pas les dépenses projetées par le gouvernement. Je pense que le ministre des Finances l'a bien expliqué hier soir.

En outre, madame le Président, je pense que nous avons prouvé—et la discussion que nous avons maintenant le montre clairement—que le gouvernement actuel a très peu utilisé de son pouvoir discrétionnaire pour augmenter les dépenses. L'augmentation d'environ 345 millions de dollars au titre du supplément de revenu garanti est, certainement, une dépense supplémentaire que le gouvernement était en droit de décider. Comme le ministre des Finances l'a signalé hier soir, la hausse des prix du pétrole dont nous avons déjà discuté et l'augmentation du service de la dette représentent la plus grande partie de cette augmentation d'environ 2 milliards de dollars.

Comme le député le sait très bien, madame le Président, un déficit représente l'écart entre les dépenses et les recettes. Pour le moment, nous examinons uniquement les dépenses. Selon moi, madame le Président, si le gouvernement conservateur avait eu l'occasion de déposer le même budget principal, il aurait lui aussi présenté des projets de dépenses qui auraient dépassé de beaucoup le montant approuvé de 58.4 milliards de dollars...